

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

**Halte aux expériences
de bombes nucléaires**

(P. -7)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALEN° 76 — 2^e QUINZAINE DE JANVIER 1958

BI-MENSUEL : 30 fr.

Contre les provocations patronales, contre la marche à " l'Etat fort "

Un programme de classe, l'action directe

Le dernier scrutin de confiance à l'Assemblée Nationale sur un problème relativement mineur comme le budget des anciens combattants (253 pour, 233 contre, 30 abstentions) concrétise le rétrécissement de la base parlementaire du gouvernement Gaillard qui n'a disposé en cette occasion que d'une minorité de faveur.

On peut dès lors imaginer la fébrilité du chef de gouvernement décidé à trouver les moyens de « gouverner quand même », et pour cela à réviser la Constitution et modifier la loi électorale, par toute une série d'astuces diverses (suppression de l'initiative des dépenses pour les députés, nouvelle procédure de dissolution de l'Assemblée, inclusion des députés abstentionnistes et absents dans la majorité gouvernementale, etc...). Toutes combines dont l'aboutissement serait la transformation de l'Assemblée en parlement-croupion. Hélas pour Gaillard! La composition de l'Assemblée du 2 janvier 1956 rend difficile l'application de mesures qui consacreraient « la plus grande stabilité gouvernementale ». Les journalistes et autres stratèges parlementaires bourgeois, les politiciens routiniers constatent mélancoliquement que tant les modifications, les remaniements du projet Lecourt que la procédure suivie présentement repoussent au moins à l'été prochain cette fameuse révision constitutionnelle.

La conviction, grandissante dans le camp bourgeois, que « les institutions sont usées », que le « régime joue sa dernière carte » développe également la nostalgie de « l'Etat-fort », au besoin par des moyens extraparlémentaires, nostalgie exacerbée par le marasme du mouvement ouvrier, et l'immobilisme du PCF et du PS que la bourgeoisie entend mettre à profit. Ce facteur joint à la pression des colonialistes algériens, par le canal des diverses associations d'anciens combattants, d'étudiants, de Massu et autres — et à cet égard Février 1956 à Alger nous enseigne que cette intervention peut « viriliser » des socialistes à la Guy Mollet-Lacoste — place ce danger au premier plan.

Le durcissement constaté ces temps derniers vient de trouver son officialisation à la dernière Assemblée du Conseil National du Patronat français. Au nom de la « nécessité d'une entente ferme dans l'entreprise », Villiers, son président, vient encourager la politique répressive dans un certain nombre d'usines... et d'administrations, tels les P.T.T. dirigés par un socialiste d'une espèce particulière, Thomas. D'autre part, le patronat entend protéger ses profits en faisant jouer à la récession et au chômage le rôle du « gendarme » dans la lutte revendicative; il se trouve de plus en plus tenté de porter des coups au mouvement ouvrier, sans encore oser pousser à fond son offensive, tant les réactions de ce dernier sont bien souvent imprévisibles, tel ce fameux mois d'août 1953.

Mais, encore une fois, ces tentations de la bourgeoisie française ne trouvent leur appui et ne se renforcent que devant l'inconsistance de la résistance opposée par le P.C.F. et le Parti socialiste. La nervosité du camp bourgeois, son « aventurisme » ne peuvent qu'être attisés par les coups que lui inflige la Révolution algérienne analysée par ailleurs dans ce journal. L'inquiétude marquée par Gaillard à Confolens, et par le Conseil National du M.R.P., le discours d'Amiens de G. Mollet, dont le culot

n'égale que la canaillerie, discours dans lequel il exprime l'idée qu'« il y a une quantité de gens qui savent que cette guerre est stupide », sont (Suite à la dernière page)

Reprendre le combat contre la guerre d'Algérie

Nous voici au dernier quart d'heure, la victoire est là, hurlaient il y a un mois tous les enragés de « l'Algérie française », acclamant Lacoste qui, à son « socialisme » et au « prestige » de la France, voudrait ajouter les profits de 2 millions investis dans les actions des pétroles sahariens.

Mais le dernier quart d'heure n'est pas là. Le F.L.N., annonce-t-on, prépare une nouvelle bataille. Des incidents surgissent, entraînant une tension accrue avec la Tunisie. On a exigé au Parlement que le président du Conseil aille coucher tout botté dans le lit de Bourguiba. Aussi Gaillard envoie à Tunis un général — qui doit s'en retourner après avoir vainement fait anti-chambre.

Tous les matamores du Palais-Bourbon s'étranglent de fureur. Bourguiba qui n'a guère d'armée ni d'armement ne s'est pas laissé intimider ou impressionner par des opérations comme l'arrestation des 5 ou l'arraisonnement du Slovenia. Il souligne même que le F.L.N., accusé de banditisme, traite les soldats français faits prisonniers en prisonniers de guerre, tandis que les combattants de la Résistance algérienne capturés ont été traités d'une manière inhumaine par les autorités françaises. L'intervention de la Croix-Rouge internationale, comme s'il s'agissait de deux puissances en guerre, place le gouver-

nement français dans une situation embarrassante.

Un Pineau voit dans tout cela le résultat du machiavélisme de Bourguiba qui jouerait un double jeu. En réalité, Bourguiba voudrait bien pouvoir arriver à liquider une situation où s'épuise son autorité. C'est la force de la Révolution algérienne, assaillant depuis plus de trois ans la colonisation française en Afrique du Nord, qui donne au représentant de la médiocre bourgeoisie tunisienne la « dignité » qu'il invoque.

L'impérialisme français pensait qu'ayant accordé au Maroc et à la Tunisie, en la personne de leurs bourgeoisies respectives, une indépendance formelle, et l'Algérie étant tenue solidement assujettie, les choses auraient continué en Afrique du Nord à peu près comme auparavant. La Révolution algérienne a réduit à néant tous ces beaux calculs pour toute l'Afrique du Nord et ouvre les plus larges perspectives pour le Maghreb. Rien n'y a fait, pas même une répression forcée, des centaines d'exécutions légales et beaucoup d'autres, beaucoup plus, que n'arrêtent pas les dénonciations des tortures et des sévices.

La volonté du peuple algérien se mesure d'abord au chiffre des effectifs français: un demi-million de

Pierre FRANK.

(Suite en dernière page.)